



## CESER Occitanie

### Compte rendu de mandat au Parlement de la Mer :

#### Conférence

#### Osons la Méditerranée

#### « Dix ans après le drame de Lampedusa, face à l'urgence humanitaire »

24 octobre 2023

#### Salon du littoral - Montpellier

Avec brio, M. Olivier Biscaye, Directeur de la Rédaction de Midi-Libre, va mener cette conférence tambour battant. Il débutera après les discours protocolaires, et les excuses du Président du Parlement de la Mer, M. Didier Codorniou, empêché, par un dialogue entre M. Serge Pallarès, son Vice-président, et M. Christophe Madrolle, Conseiller régional de la Région Sud, représentant M. Renaud Muselier. Suivra alors l'ouverture de la table ronde proprement dite par Mme Bérangère Matta et Mme Geneviève Tapié, deux femmes... dans un monde d'hommes, la Mer.

M. Jean-Michel Baylet Président du Groupe la Dépêche du Midi donnera le coup d'envoi officiel, en souhaitant que Midi-Libre et l'Indépendant, les journaux du littoral doivent continuer à pousser les murs du Salon d'année en année. Devant les défis immenses de la fonte de la banquise et de la montée des eaux de la mer, il affirmera l'impérieuse obligation de s'engager.

Tour a tour, M. Pallarès et M. Madrolle, présenteront tant le Parlement de Mer Occitanie-Méditerranée que le projet du Président Muselier d'installer en Région Sud un Parlement de la Mer propre, à l'image de celui d'Occitanie Méditerranée.

Seront alors appelées à la tribune, Mme Matta et Mme Tapié, en assignant aux deux femmes la tâche « d'ouvrir un sujet qui divise nos sociétés ».

- **Bérangère Matta, responsable de la mobilisation des Collectivités territoriales (SOS MEDITERRANEE – France)**

Avec émotion, talent et conviction, elle témoignera de ce 12 juillet 2017, dans les eaux internationales au large de la Libye : « *Il fait nuit noire. Une frêle embarcation en bois vient de prendre la mer ; elle s'éloigne des côtes libyennes. Une centaine de*

*passagers y sont entassés (...). Le moteur tombe en panne (...) les voyageurs sont perdus dans l'immensité de la Méditerranée. Parmi eux, Constance, 22 ans (...) est sur le point d'accoucher devant une centaine d'inconnus, essentiellement des hommes, jeunes...*

*(... ) Une dizaine d'heures plus tard, les sauveteurs de SOS MEDITERRANEE s'approchent de l'embarcation ; Constance vient de donner la vie à Christ, la mère et le bébé sont toujours reliés par le cordon ombilical. (...) Reste à les faire passer en même temps, de la barque au canot, tout cela dans l'eau avec les deux bateaux qui bougent (...)*

*Une fois en sécurité sur le canot de sauvetage, mère et enfant sont conduits sur l'Aquarius. A bord une sage femme les accueille, les conduit à une clinique et enfin on peut les séparer en coupant le cordon.*

*Christ est le 5eme bébé né à bord du navire ambulance de SOS MEDITERRANEE (...) ».*

**Mme Matta** dira encore :

- que (ses) équipes ont, depuis février 2016, porté secours à 38 915 personnes qui étaient en danger de mort, et ceci grâce à la mobilisation de milliers d'hommes et de femmes volontaires,
- que des fondations, des entreprises, mais aussi des collectivités territoriales françaises ont rejoint cet élan civique de solidarité,
- parce que l'enjeu n'est pas seulement celui de milliers de vies en détresse en mer, mais le principe même du devoir d'assistance qui est remis en cause dans les eaux internationales aux portes de l'Europe.

*« Il en va de notre humanité ! », conclura-elle.*

- **Geneviève Tapié, Vice-présidente du Parlement de la Mer**

Elle va procéder à deux remerciements avant de prononcer son propos dont l'intégralité est proposée en Annexe 1 (page 7) du présent document.

- *« (...) d'abord remercier M. le Président du Parlement de la Mer, Didier Codorniou, Premier Vice- président de la Région Occitanie de m'avoir permis d'ouvrir cette conférence, c'est un honneur qui m'oblige !*
- *Merci aussi à M. Jean-Pierre Lacan, Porte-parole de SOS MEDITERRANEE de m'avoir accordé sa confiance ».*

**Mme Tapié** poursuivra par l'évocation de Lampedusa en ces termes :

*« Lampedusa », M. Bartolo, aurait dû demeurer dans nos mémoires comme l'auteur du « Guépard », Guiseppa Tomasi de Lampedusa associé au nom de Visconti qui l'a porté à l'écran. Sauf que se sont dramatiquement substituées à ce célèbre roman qui a bercé mon enfance, ces « Damnées de la Mer », un essai publié par une géographe engagée, Camille Schmoll ... et que nous ne pouvons oublier !*

(...) suite en Annexe page 7.

**Prendront alors place sur scène quatre intervenants.** Dans un silence de cathédrale, ils vont toucher par leur propos, les quelques 200 participants dont il semblait que tous, toutes retenaient pour ne rien perdre, leur souffle.

- **M. Pietro Bartolo, Député européen italien de Lampedusa où il exerça comme médecin auprès des migrants ; il a été en première ligne du naufrage du 3 octobre 2013 et le demeure.**

Dix ans après, **M. Bartolo** évoque avec une affectation non dissimulée, ce 3 octobre 2013, et ces 500 migrants africains naufragés au large de Lampedusa ; soulignant l'initiative Mare Nostrum, d'une question « *10 ans après, qu'est ce qui a changé* » ?

Né à Lampedusa, il a été pêcheur, il est médecin, membre de la Commission Pêche du Parlement européen. Ce naufrage d'il y a 10 ans, nous dit-il, a fait 368 morts. Qu'il ne peut oublier, il a effectué 368 inspections sur leur cadavre. « *Terrible ! Beaucoup d'enfants !* » exprime-t-il dans un chuchotement. Il voudrait encore « *faire savoir et comprendre la vérité* » pour que chacun sache de quoi on parle : le record du plus grand nombre d'autopsie au monde qui pèse sur sa conscience politique.

Pourtant, « *Lampedusa était cette petite île ou la mer m'a tout donné* », y compris la possibilité de devenir parlementaire ; et « *aujourd'hui, cette mer est un cimetière, avec pour le moins 50 000 morts, croyez-moi !* »

« *Ce qui a changé ? Rien depuis ce jour-là ! On a fait des films (Primés au Festival de Berlin), des écrits pour dire la vérité... Mais qu'est ce que j'avais à faire à cela ? Je suis médecin, je suis devenu politicien pour me faire entendre. Que proposer ? Sauver sans condition et accueillir* ». Il faut une obligation et une responsabilité de sauver les gens ; « *c'est devenu un délit dans mon pays* » ! Au bout de 10 ans, quand on voit les mêmes souffrances je dois en tant que politicien (responsable politique) donner une réponse. Je me suis battu. Il faut changer le règlement. Depuis 10 ans, on parle morts, sauvetage, mais on n'avance pas. Le Parlement européen a trouvé un compromis ; re distribuer entre les Etats membres 80% des passagers. Mais faut-il encore que cela passe au Conseil européen !

- **M. François Gemenne, universitaire, chercheur en sciences politiques et membre du GIEC ; il est spécialiste des migrations et notamment des migrations climatiques.**

Il rebondi sur cette dernière phrase : il espère que ça change. Un espoir ? Pas une question de croyance, mais de devoir. Le drame de Lampedusa a été un électrochoc. Mais l'opération sauvetage de Mare Nostrum a été abandonnée un an après. Le récent naufrage de Grèce a suscité une petite émotion passagère, mais une sorte de fatalité s'est installée et on a l'impression que rien ne change.

Ces drames sont le résultat d'une politique des frontières : faire constamment la même chose pour faire sans cesse des résultats indifférents. La réalité c'est d'accueillir tous les migrants : « *avec du courage politique ; mais les gouvernements sont à la remorque des débats de plateaux, et la politique renonce à sa mission de garantie des opinions* ». Comment alors améliorer la vie des gens en changeant d'état d'esprit, c'est-à-dire en organisant les migrations ? Et en considérant cette question comme un

vrai problème à gérer : des voies d'accès sûres et légales vers le continent européen, pour ne pas dépendre des passeurs qui décident qui va passer et qui on va sauver ! Toute réponse qui n'aurait pas de portée européenne ne serait qu'une évidence pour attraper des voix aux électeurs.

Il faut une vraie solidarité européenne, et pas dans l'expulsion, il faut offrir des possibilités de migration économique vers l'Europe ; sortir d'une sorte de loterie, et voir la politique des visas, dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics, le secteur hospitalier, là où l'on manque de bras. Il faut éradiquer les filières d'immigrations sordides, et aller vers une politique de visas permettant des allers retours.

Sur les métiers en tension : notre pays est en permanence en campagne d'élection présidentielle. Et le débat ne va pas être apaisé. On laisse aujourd'hui l'extrême droite poser les termes du débat. Alors qu'il est temps de poser la question : quelle est la politique de migration que nous voulons ?

- **M. François Thomas, Officier de la Marine Marchande ; il préside SOS MEDITERRANEE France.**

Avec une précision toute militaire, l'Officier de la marine marchande complète et illustre le travail de SOS MEDITERRANEE. Il revient, images en vidéo à l'appui sur les sauvetages particuliers. La salle se fige, impressionnée.

La réalité de ce « sauvetage » particulier du 21 avril 2021, c'est l'arrivée du bateau sur les lieux du naufrage ; le constat que les conditions météo n'avaient déjà laissé aucune chance aux 130 passagers de l'embarcation sinistrée. C'est aussi deux corps, deux jeunes, trouvés morts à l'arrivée de l'Océan Viking. C'est la funeste réalité de ce type de sauvetage singulier et un gros coup dur pour les équipages.

L'autre réalité, c'est l'indifférence. Et les obstacles pour effectuer ce travail aux portes de l'Europe. **M. Thomas** rappelle à l'appui, les tirs libyens essuyés au mois de juillet dans les eaux internationales de la Méditerranée centrale. La loi italienne qui a changé impose de quitter la zone dès le sauvetage effectué, puis indique au bateau le lieu de débarquement. Dans notre cas, ce fut Ancône, sur la côte Adriatique, autant dire à 4 ou 5 jours de mer du naufrage, le double pour le retour, moyennant 24 000 euros le jour de mer.

La réalité c'est ainsi moins de personnes secourues ; « *le devoir de tout capitaine est de sauver des vies humaines* ». L'Italie dénombre cette année 140 000 personnes sur ses côtes. La solidarité, c'est de ne pas empêcher de sauver des vies.

Sur les moyens ? Les besoins ? Ils sont très chers, des professionnels sont à bord. SOS MEDITERRANEE bénéficie du soutien de la Région Occitanie, « *l'une des collectivités qui nous soutient le plus, en tous cas, la Région qui nous soutient le plus* ». Les Collectivités sont là aussi pour crier au scandale, mettre des visages sur les chiffres, sur les visages des enfants terrorisés, 11 enfants par semaine périssent noyés en traversant la Méditerranée. Mais « *c'est gagné quand les enfants recommencent à sourire ; il ne faut pas méconnaître cette détresse* ». Et, « *c'est aux Etats que j'en veux le plus* », dira encore **M. Thomas**, « *à l'ensemble des Etats européens* ». Il faut exiger une solidarité en Europe, et d'abord pour l'Italie, l'Espagne la Grèce.

- **M. Paolo Artini, Représentant du Haut-Conseil des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) en France et à Monaco.**

Il veut faire la différence entre la politique et les questions de droit. Sur la gestion des réfugiés ukrainiens, ils fuyaient la guerre, l'Europe a donné les moyens. Sur leur liberté de mouvement en Europe, ils étaient aidés par leurs familles, leurs amis. Il y donc une solidarité qui engage toute la société. La même chose pourrait être faite pour les rescapés de l'Aquarius ; dont les témoignages vont suivre sur des images vidéo qui seront projetées.

La mission du HCR est de réfléchir à ce qu'il y avait avant et de travailler aux crises humanitaires ; Il y a 44 nouvelles crises, dont 4 millions de déplacés au Soudan. Les réponses humanitaires doivent mettre en perspective les 200 000 arrivées en Europe par les voies maritimes. En juin 2023 on comptait 110 millions de déplacés dans le monde à cause des guerres ou des persécutions.

Comment agissons-nous ?

Le HCR a tout mandat pour assurer l'accueil, ainsi qu'un mandat de protection et d'assistance. Il est financé par les Etats pour apporter une réponse humanitaire et soutenir des solutions par exemple, d'intégration. Il travaille au renforcement des voies légales (visas, couloirs humanitaires).

**M. Artini** va alors se tourner vers la Région Occitanie pour la remercier de travailler avec tous les acteurs. Il signalera ensuite le Forum mondial des 15 et 16 décembre, justement pour trouver des solutions avec ces acteurs.

L'Intégration des métiers sous tension ? Quels pays en Europe ?

Il est clair dans l'intérêt des entreprises que les réfugiés aient un accès rapide à l'emploi. Dans certains pays, comme l'Allemagne, l'inclusion économique ne peut être déconnectée de l'interrogation « *voulez-vous accueillir ou non les personnes qui sont à Lampedusa aujourd'hui* » ?

Femmes victimes de violence ?

Soulignant le propos de **Mme Tapié**, « *les études montrent que les femmes seules sont des cibles à risque de violences sexuelles* » et que souvent, elles avaient quitté un emploi. Il faut prendre en compte ces vulnérabilités et leur apporter un soutien.

La conclusion reviendra à **M. Gemenne** qui préconise :

- 'une série de solutions sont à mettre en œuvre en regard des enjeux de l'opinion, de sa perception des migrants perçus comme un problème en déclenchant des phénomènes d'exaspération, dûs parce que cela n'est pas organisé,(sauvetages, camps ...),
- la nécessité de ne pas parler des migrants au pluriel, il y a derrière ce pluriel des singularités humaines,
- l'obligation de les réhumaniser par des entreprises de réhumanisation de leurs personnes,

et à **M. Lacan**, (Occitanie), Porte - parole de SOS MEDITERRANEE France.

Il appellera sur scène ce soudanais du Darfour devenu montpellierain, **M. Mohammed Ahmad** récupéré par le navire « couleur orange », l'Aquarius de SOS MEDITERRANEE, au cours d'une traversée en 2017. Aujourd'hui chef d'entreprise (réparation de vélos), **M. Ahmad** est une belle réussite d'intégration. Il vient d'embaucher un jeune malien lui-même sauvé par un navire « de couleur rouge », l'Océan Viking.

Il sera alors rejoint par **M. José Benavente**, patron de Pilotes volontaires nés dans le sillage de SOS MEDITERRANEE, pour repérer en mer depuis le ciel les personnes en détresse...

**Montpellier le 26 octobre 2023**

**Geneviève Tapié**

**Membre du Conseil économique, social et environnemental régional  
(CESER Occitanie)**

**Vice-présidente du Parlement de la Mer**



## ANNEXE

### Osons la Méditerranée –

« Dix ans après le drame de Lampedusa, face à l'urgence humanitaire »

Salon du Littoral – 24 octobre 2023

#### Intervention de Mme Geneviève Tapié

#### Remerciements

D'abord, je voudrais remercier M. le Président du Parlement de la Mer, Didier Codorniou, Premier président de la Région Occitanie de m'avoir permis d'ouvrir cette conférence ... c'est un honneur qui m'oblige !

Merci aussi à M. Jean-Pierre Lacan, Porte-parole de SOS MEDITERRANEE de m'avoir accordé sa confiance.

« Lampedusa » aurait dû demeurer dans nos mémoires comme l'auteur du « Guépard », **Giuseppe Tomasi de Lampedusa** associé au nom de Visconti qui l'a porté à l'écran. Sauf que se sont dramatiquement substituées à ce célèbre roman qui a bercé mon enfance, ces « Damnées de la Mer », un essai publié par une géographe engagée, **Camille Schmoll** ... et que nous ne pouvons oublier ! Elle a douloureusement levé le voile sur « *ces femmes qui longtemps ont été absentes du grand récit des migrations* ».

Elle nous dit qu'on les voyait plutôt attendre leur époux, patientes et sédentaires. Qu'il n'était nullement question de celles qui émigraient seules, pourtant nombreuses à quitter leur pays, fuyant l'oppression de sexe, la pauvreté (ou les deux), pour entreprendre la longue traversée du désert et de la Méditerranée. Bref, **Camille Schmoll** nous dit l'enfer sur la trace des survivantes.

L'actualité brûlante de colère de ce 14 juin 2023 au large de la Grèce nous en précise la réalité. Ils étaient 750 à s'entasser sur un chalutier délabré, parti de Libye, les hommes sur le pont, les enfants et les femmes dans la cale pour être protégés du soleil et des prédateurs sexuels. Aucune femme, aucun enfant ne figure parmi la centaine de rescapés. Femmes, enfants, ont péri, sans un souffle, sans un cri, soudain engloutis dans leur carcan qui sombre.

Ce constant est glaçant !

Il nous confirme qu'en temps de guerre, en temps de crise, femmes et enfants sont toujours les premiers sacrifiés. Il nous confirme que femmes et enfants que l'on devrait pourtant sauver d'abord ... si l'on appliquait les règles du sauvetage en mer... ne le sont pas... ou si peu ! Il nous confirme qu'on n'applique pas ... ou si peu la règle en Méditerranée ! C'est regrettable ! Pire, abominable ! Il fait, (ce constat fait), qu'avec Jean-Pierre Lacan - porte - parole de SOS MEDITERRANEE -, nous en avons appelé au Parlement de Mer, dans cette **impérieuse nécessité d'agir** pour ne **plus subir**. Nous avons été entendus. Nous en avons la légitimité.

Le Parlement de la Mer, présidé par Didier Codorniou, met en chantier pour le 7 et 8 novembre 2024, des « Assises du droit de la mer et des solidarités maritimes », sous l'autorité de la **Présidente Delga**, et dont la table -ronde à suivre **est un prélude**.

L'Observatoire régional de la parité d'Occitanie représenté au CESER Occitanie (Conseil économique, social et environnemental) dirigé par le **Président Jean Louis Chauzy** est aux côtés de SOS MEDITERRANEE, pour dire haut et fort avec **M. Jean-Claude Gayssot**, ancien ministre, « *Qu'il faut mettre l'Humain par-dessus tout... et pas par-dessus bord* » !

Mettre l'Humain par-dessus tout et... **jamais** par-dessus bord ! **M. Gayssot**, si votre expression est belle... très belle..., il ne s'agit pas de vains mots !

Aussi, **M. le Ministre et cher Jean-Claude** ... je terminerai sur tout le sens que vous **savez** ... par vos actes ... donner à la **Solidarité maritime**. Car c'est bien vous, ici, en Méditerranée, en Occitanie, et dans le Port de Sète qui vouliez **offrir** asile à l'Aquarius. Quand le **Gouvernement de l'Italie** refusait... avec **M. Salvini**... de la lui **donner** !

Permettant ainsi dès septembre de cette **même année 2018** au bateau de SOS MEDITERRANEE... de reprendre son sauvetage suivant.

Je salue, Monsieur, avec respect votre présence au premier rang.

Montpellier, 24 octobre 2023



# Migrants : Carole Delga veut inscrire dans la loi le sauvetage en Méditerranée

## CRISE MIGRATOIRE

En juillet, le Parlement européen a adopté une résolution sur la nécessité d'une action de l'Union en matière de recherche en Méditerranée. Face au bilan humain, la présidente de Région Occitanie demande à Pedro Sanchez et Emmanuel Macron d'aller plus loin qu'une résolution.

Ludovic Trabuchet  
trabuchet@midi Libre.com

Dans un courrier au président espagnol, qui assure la présidence de l'Union européenne jusqu'à la fin d'année, Carole Delga appelle Pedro Sanchez à intégrer dans le droit européen la résolution adoptée par le Parlement européen le 13 juillet dernier et portant sur les enjeux du sauvetage en Méditerranée. « Cette démarche garantirait la création d'une véritable mission européenne de recherche et de sauvetage en Méditerranée qui s'imposent aux États, assortie d'un soutien matériel, financier et opérationnel, et assurerait une véritable solidarité européenne entre les États membres », détaille la présidente de Région Occitanie.

Dans un second courrier, Carole Delga demande également à Emmanuel Macron de soutenir cette démarche.

**26 000 victimes en dix ans, déjà 2 500 cette année**

Lors du Salon du Littoral organisé par Midi Libre à Montpellier, Carole Delga a souligné que « le monde méditerranéen traverse actuellement des crises graves et saussées, qu'il s'agisse de catastrophes climatiques, de troubles politiques, de conflits armés, de terrorisme, de drames humanitaires. Les tempêtes se succèdent, mais une constante demeure : la crise migratoire, avec son caractère de leviathe nous fait face, se poursuit. La Méditerranée que nous chérissons tant, mer nourricière, se mue tous les jours en mer meur-



La présidente de la Région a souligné la nécessité « de définir une nouvelle stratégie commune de recherche et de sauvetage en mer ».

trière : 26 000 victimes en moins de dix ans, 2 500 morts depuis le début de l'année ». La présidente de Région Occitanie ajoute : « Le 13 juillet 2023, le Parlement européen a adopté une résolution sur la nécessité d'une action de l'Union en matière de recherche et de sauvetage en Méditerranée. Je considère que c'est un événement politique d'importance qui, contrairement à une première tentative en 2019, est un projet transparti-

san. Cette résolution fait référence à des mesures concrètes : reconnaître que la Libye est un lieu non sûr, acter l'échec des autorités libyennes à assurer leurs obligations, engager la nécessité de disposer de ressources SAR (search and rescue) en Méditerranée, déconcer les obstacles à la conduite d'opérations, demander une transparence et une redevabilité concernant les actions et les financements de l'Union Européenne. Ce texte a été voté

à une large majorité par les parlementaires européens. » D'où la demande de Mme Delga de faire de cette résolution transpartisane, une initiative législative juridiquement contraignante.

### Des Assises du droit de la mer en 2024

« Nous devons sans attendre définir une nouvelle stratégie commune de recherche et de sauvetage en mer. En outre, il est contraire à toutes les va-

leurs qui unissent la communauté des gens de mer de continuer à criminaliser l'action de celles et ceux qui portent courageusement secours aux personnes en détresse. Il ne saurait y avoir de droit de solidarité en mer. »

La présidente de Région annonce par ailleurs que l'Occitanie, qui soutient financièrement l'ONG SOS Méditerranée, accueillera en 2024 « les premières assises du droit de la mer et des solidarités maritimes ».

Le Carnet du Jour

Le suicidaire blanc